

Le montant des actifs et passifs financiers détenus par les administrations a une importance politique et économique considérable. Les actifs représentent une source de revenus supplémentaires à la disposition de l'État et une source de fonds dans laquelle il peut puiser sans nécessairement accroître les passifs, par exemple à titre de levier supplémentaire pour protéger sa monnaie lorsque les marchés monétaires exercent des pressions à la hausse prohibitives sur les rendements des obligations entre autres. Les passifs pour leur part reflètent les dettes accumulées par les administrations et donnent de ce fait une indication sur la nature structurelle du service de la dette (qui vient alourdir le déficit public). Ceci est important car en règle générale, plus le montant des passifs est important, plus le risque de défaillance perçue est fort (et donc plus la prime de risque exigée par le marché est élevée). Ce cycle peut finir par forcer les gouvernements soit à réduire les dépenses, soit à relever les impôts. L'importance de la dette brute des administrations publiques et, en particulier, l'importance d'un niveau durable d'endettement, se reflète dans les critères de Maastricht, où elle constitue l'une des deux mesures citée dans la Procédure de déficit excessif.

Définition

Le SCN définit comme actifs financiers : l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts, les titres autres qu'actions, les actions et autres participations, les prêts, les réserves techniques d'assurance et les autres comptes à recevoir/à payer.

Dans le compte de patrimoine, les actifs comme les passifs doivent être évalués à leurs cours de marché à la fin de l'exercice, de préférence avec une consolidation des actifs et des passifs entre tous les secteurs des administrations publiques.

La mesure utilisée par la Commission européenne dans le cadre de la procédure d'endettement excessif (dette brute des administrations publiques) est également consolidée, mais elle est fondée sur des évaluations nominales, c'est-à-dire sur le montant qui doit contractuellement être remboursée par l'État à échéance. Elle exclut également tout passif relatif aux actions et autres participations, aux réserves techniques d'assurance et aux autres comptes à payer ainsi qu'aux produits financiers dérivés (qui font partie des titres autres qu'actions).

Comparabilité

Les pays pour lesquels les données ne sont pas consolidées sont : le Chili, la Corée, le Japon, et le Royaume-Uni.

Les données mexicaines sont compilées par la Banque centrale du Mexique (Banco de Mexico). Toutes les informations disponibles sont obtenues des sociétés financières (secteur 12) qui est le seul secteur pour lequel le Mexique enregistre des contreparties détaillées (flux de fin d'année).

Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

- OCDE (2012), « Comptes de patrimoine financier », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-fbs-data-fr>.

Pour en savoir plus

- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

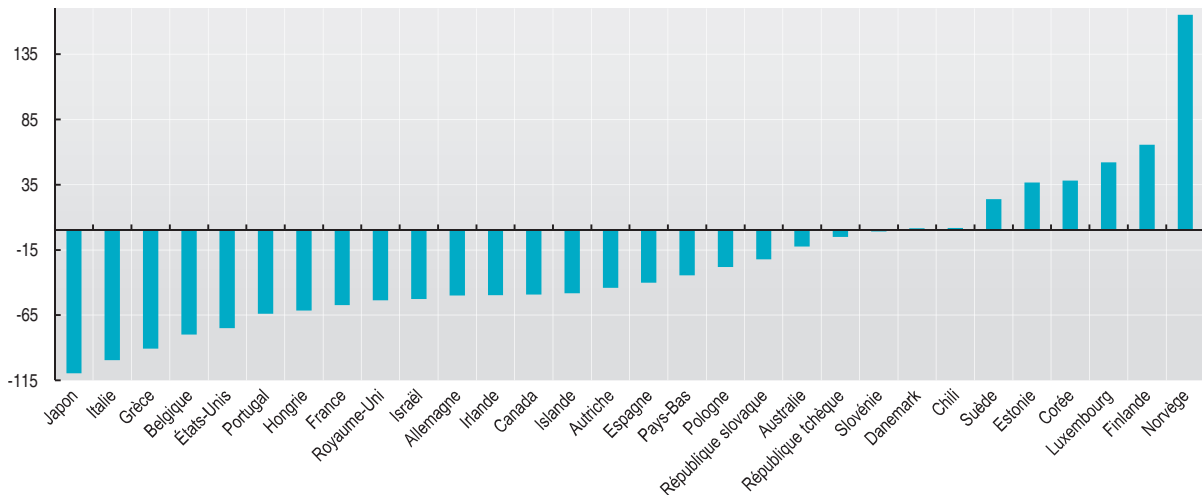
Tableau 22.1. **Actifs et passifs financiers des administrations publiques**
Pourcentage du PIB

	Actifs financiers							Passifs						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	22.1	22.0	23.0	25.0	28.0	36.0	34.9	71.8	69.8	65.7	69.7	77.4	86.0	86.3
Australie	27.9	28.8	29.1	28.7	30.3	29.5	28.0	29.0	27.8	26.6	29.1	37.4	42.0	46.8
Autriche	32.7	32.4	32.0	33.6	33.6	34.1	33.8	70.6	66.4	63.3	68.3	74.0	78.2	79.8
Belgique	13.9	14.6	14.8	19.4	20.3	19.8	20.7	95.9	91.6	87.9	92.7	99.8	99.5	102.0
Canada	42.3	45.9	45.1	47.4	55.1	55.1	52.7	91.2	89.2	83.9	89.1	102.9	104.2	106.2
Chili	8.5	13.2	18.3	29.6	19.6	17.5	23.1	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.1
Corée	61.4	65.3	69.0	68.1	72.5	72.4	72.7	25.6	28.6	28.8	30.4	33.5	34.3	36.1
Danemark	35.3	39.3	38.2	47.6	55.8	56.2	58.2	45.9	41.2	34.3	41.4	51.3	54.6	61.5
Espagne	21.7	23.9	24.6	25.1	28.9	27.5	27.5	50.8	46.2	42.4	47.7	62.9	67.7	76.9
Estonie	40.2	39.5	36.5	34.4	42.0	49.0	..	8.2	8.0	7.2	8.3	12.4	12.5	..
États-Unis	18.5	17.8	18.6	22.0	23.1	23.7	20.8	67.9	66.6	67.0	76.0	89.5	98.6	103.0
Finlande	107.0	115.0	113.9	92.6	114.6	123.4	112.0	48.4	45.6	41.4	40.3	51.8	57.8	57.9
France	33.6	34.6	37.3	33.4	39.2	38.1	37.0	78.9	73.9	73.0	79.2	91.2	95.4	99.9
Grèce	29.7	29.9	32.8	27.6	33.4	35.8	36.5	113.4	117.2	115.2	118.6	134.3	126.4	103.7
Hongrie	22.5	20.6	19.9	25.4	27.0	26.0	33.5	68.8	72.4	73.6	77.1	86.7	87.5	86.1
Irlande	26.2	27.1	28.9	37.2	44.2	42.9	..	33.0	29.3	29.5	50.7	71.9	92.5	..
Islande	39.0	49.6	54.3	76.2	79.9	76.9	78.9	52.6	57.4	53.3	102.2	119.8	125.0	134.2
Israël ¹	44.6	43.5	39.0	34.3	36.3	33.7	..	102.3	90.4	88.1	86.7	89.5	86.4	..
Italie	26.1	26.6	25.3	24.9	27.1	27.2	25.8	119.8	117.2	112.4	114.8	128.0	126.6	119.9
Japon	106.3	107.1	102.0	96.8	108.8	105.4	..	184.9	184.7	184.5	188.8	212.2	215.0	..
Luxembourg	..	62.4	66.1	72.9	76.9	77.8	70.7	..	11.5	11.3	19.3	19.0	25.8	25.8
Mexique	4.0	5.4	7.2	7.8	8.3	..	..	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..
Norvège	168.2	192.6	195.7	177.8	205.6	214.5	194.1	47.8	59.0	56.8	54.3	48.9	49.6	33.8
Nouvelle-Zélande	..	..	45.4	..	..	..	..	..	..	40.7	..	..	..	..
Pays-Bas	25.7	22.9	23.7	37.8	38.0	37.2	37.2	60.7	54.5	51.5	64.8	67.6	71.6	75.9
Pologne	31.3	32.8	34.8	37.3	36.3	34.6	31.6	54.1	54.2	50.4	55.5	58.4	62.6	63.6
Portugal	27.2	27.4	25.8	26.6	28.8	33.8	43.3	77.7	77.5	75.5	80.8	93.5	97.7	97.5
République slovaque	34.2	27.2	26.2	22.9	24.2	23.7	21.8	37.4	35.0	33.5	32.2	40.4	45.9	48.0
République tchèque	45.0	45.1	46.5	41.1	43.6	40.1	42.2	32.8	32.6	31.0	34.4	40.9	45.1	48.0
Royaume-Uni	26.1	25.5	25.0	30.5	35.2	35.2	36.5	53.0	52.8	53.3	63.6	79.1	88.9	104.4
Slovénie	42.5	43.8	47.5	35.4	43.9	47.3	48.4	34.0	33.8	30.6	30.4	44.0	48.2	52.1
Suède	68.9	73.0	72.2	64.8	74.5	73.0	69.9	61.2	54.3	49.8	50.0	52.2	49.3	49.2
Suisse	43.4	40.3	41.5	36.0	39.3	..	..	51.4	45.5	42.4	38.7	37.5	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..


1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

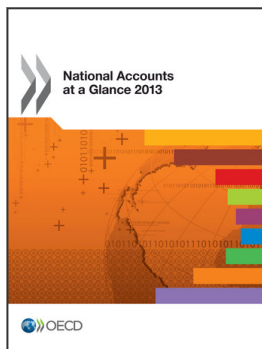
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769911>

Graphique 22.1. **Valeur nette financière des administrations publiques**
Pourcentage du PIB, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769208>



Extrait de :
National Accounts at a Glance 2013

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/na_glance-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Actifs et passifs financiers », dans *National Accounts at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/na_glance-2013-24-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.